

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1188

Rubrik: Économie suisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La relance, prédisent-ils

(yj) *L'automne, c'est la saison des prévisions à court terme: les collectivités publiques révèlent leur budget et les instituts d'observation de la conjoncture leur pronostic pour l'année suivante. Fidèlement, le Centre de recherches en économie appliquée (CRÉA) de l'Université de Lausanne vient donc de livrer ses prévisions pour l'économie suisse.*

REPÈRES

Jean-Christian Lambelet et Délia Nilles: Prévisions pour l'économie suisse en 1994-1996, in: *Analyses & prévisions*, Lausanne, UNIL (École des HEC). Publication datée de septembre 1994, bien que la prise en considération des données ait été arrêtée au 10 octobre.

L'Institut dirigé par le professeur Jean-Christian Lambelet envisage le proche avenir de l'économie suisse avec un certain optimisme: alors que le KOF de l'École polytechnique de Zurich s'attend à une croissance de 2,5% pour 1995 et de 2,7% pour 1996, le CRÉA prévoit que le produit intérieur brut augmentera de 2,7% et de 3,4% dans les deux années à venir. De même, les prix à la consommation évolueront moins favorablement selon les experts zurichois (+ 2,7% en 1995 et + 2,3% en 1996) que d'après les chercheurs lausannois (+ 1% et +2,5%).

Par-delà les écarts produits sans doute par l'utilisation de modèles différents, les deux instituts se rejoignent donc pour annoncer une véritable relance, se traduisant par une augmentation en termes réels des revenus et de la consommation privée. Certes, selon les experts zurichois, l'introduction de la TVA n'ira pas sans une pointe d'inflation l'an prochain; mais le KOF et le CRÉA n'en croient pas moins à une véritable reprise, avec un retour fin 1996 à la situation d'avant la crise.

Sauf bien sûr sur le marché du travail. Après plusieurs années de diminution constante, le volume de l'emploi augmentera en 1995, et plus encore en 1996. Mais le taux de chômage ne reculera que lentement: de 4,7% en 1994, il se tassera à 4,2% (KOF), 4,4% (CRÉA) en 1995 et à 3,6% (les deux) en 1996. Autant dire que le nombre des chômeurs va rester élevé pour notre pays, où les économistes estiment à quelque 300'000 personnes l'excédent actuel de la demande sur le marché du travail.

Et la Romandie dans tout ça ?

Seul institut d'observation de la conjoncture en Suisse romande, le CRÉA s'accroche à sa mission macroéconomique au point de n'envisager la situation qu'à l'échelle nationale. Théoriquement juste, cette attitude nous paraît particulièrement surprenante dans les circonstances actuelles, où la Sarine ne marque pas seulement la frontière des langues, mais aussi une évidente différence au niveau de la conjoncture économique.

Les enquêtes auprès des chefs d'entreprises (voir par exemple *Bilanz* 10/94) l'indiquent clairement, et les dernières statistiques de l'OFIAMT le confirment sans ambiguïté: la reprise, sensible en Suisse alémanique, se fait attendre en Romandie. La récession s'est manifestée plus tard outre-Sarine, où la relance survient plus tôt. Parmi les différentes

raisons expliquant cet écart, il faut mentionner l'effet particulièrement pervers d'une évolution pas toujours perçue dans toute son ampleur: le pouvoir économique se concentre de plus en plus dans le triangle d'or, où se situent désormais tous les centres de décision importants pour l'économie nationale. Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que les Zurichois tendent à se servir d'abord, pour relancer la machine comme pour capter les commandes, le développement des infrastructures (Kloten, S-Bahn), les grands projets (voir le tunnel de base du Gothard) et, bien sûr, les possibilités de travail – même si les suppléments «offres d'emplois» des journaux zurichois n'ont pas encore retrouvé leur volume d'avant 1993.

Il aurait semblé pour le moins opportun que le CRÉA se penche sur l'écart conjoncturel, et sur la différence structurelle, qui se creusent entre la Suisse alémanique et la Romandie, arc lémanique compris. Mais il se veut institut de macroéconomie appliquée, pas centre d'études régionales.

Le coup de blues post-EEE

Il est un aspect cependant auquel Jean-Christian Lambelet et Délia Nilles ont voué une attention qui traduit bien une sensibilité romande: l'effet sur le climat de consommation en Suisse du non à l'EEE, prononcé par le souverain le 6 décembre 1992. Les ménages de ce pays ont-ils eu un coup de blues après ce vote décevant ? Sans doute, répondent les experts. Pire, les consommateurs n'ont pas seuls réagi par une certaine aboulie; les investisseurs ont différé leurs projets et l'Etat lui-même a freiné ses dépenses courantes – quoi qu'en disent les détracteurs de sa quote-part lentement croissante.

Au total, le climat induit par une décision dont on voulait devancer les effets a lourdement pesé sur la conjoncture économique nationale, faisant de la récession du début des années nonante la plus longue et la plus profonde de l'après-guerre. Elle aura permis à M. Blocher, et aussi à quelques patrons partisans du oui à l'EEE, de «dégraissier» les structures industrielles, et de gagner très largement leur vie dans les opérations financières, décidément plus rapidement profitables que la production «at home». Plus profitables certes pour leurs auteurs, mais plus fragilisants aussi, à travers eux, pour l'ensemble de l'économie. Beau thème d'analyse pour un institut d'économie appliquée. ■